

1989, chapitre 54
**LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC
ET MODIFIANT LE CODE CIVIL ET
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES**

Projet de loi 145

présenté par M. Gil Rémillard, ministre de la Justice

Présenté le 15 mai 1989

Principe adopté le 31 mai 1989

Adopté le 21 juin 1989

Sanctionné le 22 juin 1989

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées:

Code civil du Bas Canada

Code civil du Québec

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)

Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)

Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)

Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

(Suite à la page suivante)



Lois modifiées (suite)

Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)
Loi sur les courtiers d'assurances (L.R.Q., chapitre C-74)
Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5)
Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)
Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)
Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (L.R.Q., chapitre M-42)
Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)
Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)
Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)
Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)
Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)
Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (1987, chapitre 95)
Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (1988, chapitre 64)

Loi remplacée:

Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., chapitre C-80)



CHAPITRE 54

Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 22 juin 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

PARTIE I

LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC

CHAPITRE I

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

- | | |
|---------------------|---|
| Curateur public | 1. Le gouvernement nomme une personne pour agir comme curateur public. |
| Durée du mandat | 2. La durée du mandat du curateur public est de cinq ans; il demeure en fonction à l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé. |
| Démission | 3. Le curateur public peut en tout temps renoncer à ses fonctions, en donnant un avis écrit au ministre de la Justice. |
| Destitution | Il ne peut être destitué que pour cause. |
| Rémunération | 4. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du curateur public. |
| Charge incompatible | 5. Le curateur public doit s'occuper exclusivement des devoirs de ses fonctions et ne peut occuper aucune autre fonction, charge ou emploi, à moins d'y être autorisé par le gouvernement. |

- Serment** **6.** Le curateur public doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter le serment ou faire l'affirmation solennelle qui suit :
- Formule** « Je (...) jure (*ou* affirme solennellement) de remplir fidèlement et honnêtement au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de curateur public et d'en exercer de même tous les pouvoirs. Je jure (*ou* affirme solennellement) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge ».
- Assermentation** Le curateur public exécute cette obligation devant le juge en chef de la Cour du Québec et l'écrit constatant le serment ou l'affirmation solennelle est transmis au ministre de la Justice.
- Remplacement** **7.** Le curateur public désigne une ou des personnes, membres de son personnel, pour le remplacer en cas d'absence. Il peut également leur déléguer une partie de ses pouvoirs pour l'assister dans ses fonctions.
- Désignation écrite** La désignation comme la délégation doivent être faites par écrit. Ces actes de désignation et de délégation sont publiés à la *Gazette officielle du Québec* mais prennent effet dès leur signature par le curateur public.
- Remplaçant temporaire** **8.** En cas de vacance de la charge ou d'incapacité d'agir du curateur public, le gouvernement désigne une personne pour exercer temporairement la fonction de curateur public.
- Traitement** Le gouvernement fixe, s'il y a lieu, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires et les allocations de cette personne.
- Membres du personnel** **9.** Le personnel du curateur public est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).
- Pouvoirs** Le curateur public exerce, à l'égard de son personnel, les pouvoirs que cette loi confère à un dirigeant d'organisme.
- Membres du personnel** **10.** Les membres du personnel du curateur public sont assujettis aux restrictions légales applicables à ce dernier quant aux biens dont il a la gestion.
- Autorisation requise** **11.** Le curateur public peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, autoriser une personne physique ou morale, autre qu'un membre de son personnel, à exécuter les tâches nécessaires ou utiles à l'application de la présente loi.

Signature

L'autorisation doit être signée par le curateur public ou, en son nom, par une personne qu'il autorise à cette fin; elle peut, de même, être révoquée en tout temps.

CHAPITRE II

LES ATTRIBUTIONS

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Attributions du curateur

12. Le curateur public exerce les attributions que lui confèrent le Code civil, la présente loi ou toute autre loi.

Tutelles et curatelles

Il est notamment chargé :

1° de la surveillance de l'administration des tutelles et curatelles aux mineurs et aux majeurs et des curatelles aux biens des absents;

2° des tutelles, curatelles ou autres charges d'administrateur du bien d'autrui, lorsque ces charges lui sont confiées par un tribunal;

3° de la tutelle aux biens des mineurs, ainsi que de la tutelle ou de la curatelle aux majeurs sous un régime de protection qui ne sont pas pourvus d'un tuteur ou curateur.

SECTION II

LES INTERVENTIONS RELATIVES AUX RÉGIMES DE PROTECTION

Intervention du curateur

13. Le curateur public peut intervenir dans toute instance relative :

1° à l'ouverture d'un régime de protection d'un majeur;

2° à l'homologation ou à la révocation d'un mandat donné par une personne dans l'éventualité de son inaptitude;

3° à l'intégrité d'un majeur inapte à consentir qui n'est pas pourvu d'un tuteur, curateur ou mandataire;

4° au remplacement du tuteur ou curateur d'un mineur ou d'un majeur protégé ou du curateur aux biens d'un absent.

Régime de protection

14. Le curateur public peut, sur réception d'un rapport transmis par le directeur général d'un établissement de santé ou des services sociaux, constatant l'inaptitude d'un majeur à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens, prendre, dans un délai

raisonnable, toute mesure appropriée, y compris la convocation d'une assemblée des parents, alliés ou amis du majeur, afin d'établir la condition du majeur, la nature et l'étendue de ses besoins et facultés et les autres circonstances dans lesquelles il se trouve. Il peut, s'il lui paraît opportun d'ouvrir un régime de protection, transmettre au protonotaire, avec un exposé de ses démarches, sa recommandation et proposer une personne qui soit apte à assister ou à représenter le majeur et qui y consente. Il dépose alors le rapport d'incapacité au greffe du tribunal et avise de ce dépôt les personnes habilitées à demander l'ouverture d'un régime de protection.

Régime de protection

Le curateur public fait de même sur réception du rapport que lui transmet le directeur des services professionnels d'un centre hospitalier en vertu de l'article 10 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41).

SECTION III

LA REPRÉSENTATION ET LA DÉLÉGATION

Recherche d'un tuteur ou d'un curateur

15. Le curateur public doit, lorsqu'il exerce une tutelle ou une curatelle, rechercher un tuteur ou curateur pour le remplacer et, le cas échéant, il peut assister cette personne dans sa démarche pour être nommé à ce titre.

Assemblée des parents

Il peut, dans sa recherche d'un tuteur ou curateur, prendre toute mesure nécessaire ou utile à cette fin, notamment convoquer une assemblée des parents, alliés ou amis de la personne inapte.

Délégation de certaines fonctions

16. Le curateur public, lorsqu'il agit comme tuteur ou curateur d'un majeur sous un régime de protection, peut déléguer, dans la mesure qu'il indique, l'exercice de certaines fonctions de la tutelle ou de la curatelle à une personne qu'il désigne, pourvu que cette personne ne soit pas un employé de l'établissement de santé ou des services sociaux où le majeur est soigné et n'y occupe aucune fonction. Il peut néanmoins, lorsque les circonstances le justifient, passer outre à cette restriction si l'employé de l'établissement est le conjoint ou un proche parent du majeur.

Pouvoir de la personne déléguée

17. La personne à qui est délégué l'exercice de certaines fonctions de la tutelle ou de la curatelle d'un majeur peut, si le curateur public l'y autorise, consentir aux soins exigés par l'état de santé du majeur, à l'exception de ceux que le curateur public indique se réserver.

Responsabi-
lité

Elle doit, dans la mesure du possible, maintenir une relation personnelle avec le majeur, obtenir son avis, le cas échéant, et le tenir informé des décisions prises à son sujet.

Personne
domiciliée
hors Québec

18. Dans la mesure où l'article 327 du Code civil du Bas Canada ne peut s'appliquer à une personne qui, sans y être domiciliée, se trouve au Québec, le tribunal peut désigner le curateur public pour agir provisoirement comme curateur, tuteur ou conseil jusqu'à ce qu'elle soit prise en charge conformément aux lois de son domicile.

Personne
non-
résidente

19. Lorsqu'une personne qui est représentée par le curateur public ou dont celui-ci administre les biens ne réside plus habituellement au Québec, le curateur public peut s'adresser au tribunal afin d'être relevé de sa charge de tuteur ou de curateur.

Décision
du tribunal

Le tribunal ne peut faire droit à la demande que si le curateur public démontre que la personne concernée est légalement représentée suivant les lois du lieu de sa résidence habituelle.

SECTION IV

LA SURVEILLANCE

Responsabi-
lité du
curateur

20. Le curateur public, dans l'exécution de sa charge de surveillance de l'administration des tutelles et curatelles, informe les tuteurs et curateurs qui le requièrent de la façon de remplir leurs obligations.

Obligations
des tuteurs
et curateurs

Les tuteurs et curateurs doivent transmettre au curateur public, dans les six mois de l'ouverture de la tutelle ou de la curatelle, une copie de l'inventaire des biens confiés à leur gestion, fait conformément au titre septième du Livre quatrième du Code civil du Québec relatif à l'administration du bien d'autrui; ils doivent également transmettre un rapport annuel de leur administration, une copie du rapport périodique d'évaluation de l'incapacité du majeur à la fin de chaque année où celle-ci doit être effectuée, ainsi qu'une copie de leur reddition de compte.

Vérification

21. Le curateur public peut exiger que les livres et comptes relatifs aux biens administrés par un tuteur ou un curateur soient vérifiés par un comptable, si la valeur des biens administrés excède 100 000 \$ ou s'il a un motif sérieux de craindre que la personne représentée ne subisse un préjudice en raison de la gestion du tuteur ou du curateur.

Remplace-
ment

22. Le curateur public peut demander le remplacement d'un tuteur ou d'un curateur pour les motifs reconnus au Code civil ou

lorsque le compte annuel du tuteur ou curateur, ou une enquête faite par le curateur public, donne sérieusement lieu de craindre que la personne représentée subit un préjudice en raison de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des fonctions de tuteur ou de curateur. Il peut aussi demander la révocation de tout mandat donné en prévision d'une inaptitude si le mandat n'est pas fidèlement exécuté ou pour un autre motif sérieux.

Exercice de
la tutelle
ou de la
curatelle
pendant
l'instance

Si le tribunal l'ordonne, le curateur public, pendant l'instance, exerce la tutelle ou la curatelle ou, lors d'une demande de révocation de mandat, assume la protection de la personne inapte ou l'administration de ses biens.

Engagement
volontaire

23. Plutôt que de demander le remplacement d'un tuteur ou d'un curateur ou la révocation d'un mandat, le curateur public peut, suivant les modalités qu'il indique, accepter du représentant ou du mandataire un engagement volontaire à l'effet de remédier à son défaut s'il y a lieu et de respecter dorénavant les obligations de sa charge qu'il a fait défaut d'exécuter ou qu'il a mal exécutées.

SECTION V

L'ADMINISTRATION PROVISOIRE DE BIENS

Administra-
tion
provisoire

24. Le curateur public assume l'administration provisoire des biens suivants :

1° les biens de l'absent jusqu'à l'ouverture d'une curatelle, à moins que le tribunal ne désigne un autre administrateur;

2° les biens trouvés sur le cadavre d'un inconnu ou sur un cadavre non réclamé, sous réserve de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2);

3° les biens situés au Québec, dont les propriétaires, les ayants cause ou les héritiers ou successibles sont inconnus ou introuvables ou auxquels ceux-ci ont renoncé;

4° les sommes d'argent destinées au paiement des intérêts et au remboursement des obligations ou autres titres d'emprunt, à l'exception de ceux émis, garantis ou assumés par le gouvernement ou garantis par le transport d'un engagement du gouvernement, lorsque ces sommes ne sont pas réclamées dans les trois ans qui suivent leur échéance;

5° le produit d'une police d'assurance sur la vie d'une personne et dont le bénéficiaire est inconnu ou introuvable;

6° les biens délaissés par une personne morale dissoute jusqu'à ce qu'un curateur ou un liquidateur soit nommé ou qu'il agisse lui-même à ce titre;

7° les biens confiés à un administrateur du bien d'autrui et délaissés par lui, jusqu'à ce qu'un autre administrateur soit nommé;

8° les biens sans maître et ceux qui deviennent la propriété de l'État par déshérence ou confiscation définitive.

Effets non
réclamés

Sont réputés sans maître les effets déposés au greffe des tribunaux de juridiction criminelle qui ne sont pas réclamés dans l'année du jugement final ou de l'abandon des procédures.

Propriété
de l'État

Les biens visés aux paragraphes 2° à 6° deviennent la propriété de l'État dix ans après le début de l'administration provisoire du curateur public ou, si les propriétaires ou les héritiers y ont renoncé, dès leur renonciation.

Administra-
tion des
biens

25. Le curateur public a la simple administration des biens qu'il administre provisoirement sans être tenu de les conserver en nature, à moins que la loi ne prévoit autrement.

Déclaration
pour les
sommes non
réclamées

26. Tout détenteur de sommes d'argent destinées au paiement des intérêts et au remboursement d'obligations ou autres titres d'emprunt et qui n'ont pas été réclamées dans les trois ans qui suivent leur échéance doit immédiatement transmettre une déclaration à cet effet au curateur public et lui remettre, par la même occasion, les sommes d'argent qu'il détient.

Déclaration
pour le
produit d'une
police non
réclamée

Il en est de même pour tout assureur qui a émis une police d'assurance sur la vie d'une personne et dont le bénéficiaire est inconnu ou introuvable et pour toute personne en possession d'une telle police, quant au produit de la police qu'ils détiennent.

SECTION VI

L'ENQUÊTE

Enquête

27. Le curateur public peut, de sa propre initiative ou sur demande, faire enquête relativement aux personnes qu'il représente, aux biens qu'il administre ou qui devraient être confiés à son administration et, généralement à toute personne sous régime de protection; il peut, de même, faire enquête relativement à toute personne inapte dont un mandataire prend soin ou administre les biens.

Pouvoirs
d'un
commissaire

Le curateur public et toute personne qu'il autorise à enquêter sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'ordonner l'emprisonnement.

Consultation
d'un dossier

28. Malgré l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), le curateur public ou une personne qu'il autorise peut pénétrer à toute heure raisonnable, ou en tout temps dans les cas d'urgence, dans un établissement de santé ou de services sociaux afin de consulter sur place le dossier pertinent d'une personne inapte ou protégée et en tirer des copies. La personne autorisée par le curateur public doit, sur demande, s'identifier et exhiber un certificat attestant son autorisation.

Transmission
d'une copie

Sur demande, l'établissement doit transmettre au curateur public une copie de ce dossier.

CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION

SECTION I

LES RÈGLES GÉNÉRALES DE L'ADMINISTRATION

Inventaire

29. Dès que des biens sont confiés à son administration, le curateur public doit, comme administrateur du bien d'autrui, procéder à la confection d'un inventaire conformément au titre septième du Livre quatrième du Code civil du Québec relatif à l'administration du bien d'autrui.

Inventaire
sous seing
privé

L'inventaire est fait sous seing privé; l'un des témoins doit, si possible, faire partie de la famille, de la parenté ou de l'entourage du propriétaire des biens.

Bénéfice
d'inventaire

Toute acceptation d'un legs ou d'une succession faite par le curateur public pour l'un de ses administrés est réputée faite sous bénéfice d'inventaire.

Administra-
tion des
biens

30. Le curateur public a la simple administration des biens qui lui sont confiés, à moins que la loi ne prévoit autrement.

Avis

31. Le curateur public doit déposer pour enregistrement un avis énonçant sa qualité d'administrateur sur tout immeuble confié à son administration. Le registrateur est tenu de dénoncer au curateur public tout enregistrement subséquent.

Radiation
d'avis

La radiation de cet avis se fait par l'enregistrement d'un certificat du curateur public attestant la fin de son administration.

Avis de
qualité de
curateur

32. Lorsqu'il agit comme administrateur provisoire de biens, sauf pour les biens visés au paragraphe 8° de l'article 24, le curateur public doit, sans délai, faire connaître sa qualité par avis publié, une fois, dans la *Gazette officielle du Québec*, ainsi que dans un journal circulant dans la localité où étaient situés ces biens au moment où il en est devenu administrateur.

Biens
séparés

33. Les biens dont l'administration est confiée au curateur public ne doivent pas être confondus avec les biens de l'État.

SECTION II

LES RÈGLES PARTICULIÈRES DE L'ADMINISTRATION

Personne
représentée

34. Lorsque les règles de l'administration du bien d'autrui prévoient que la personne représentée doit ou peut consentir à un acte, recevoir un avis ou être consultée, le subrogé-tuteur ou le subrogé-curateur, selon le cas, agit pour le mineur ou le majeur en tutelle ou en curatelle représenté par le curateur public, sinon c'est le titulaire de l'autorité parentale ou le conjoint qui agit ou, à défaut ou en cas d'empêchement de celui-ci, un proche parent ou une personne qui démontre pour la personne représentée un intérêt particulier. Autrement, l'autorisation du tribunal est requise.

Révision de
la décision

Le curateur public peut demander au tribunal la révision de la décision prise par la personne autorisée à décider pour le mineur ou le majeur en tutelle ou en curatelle dans un délai de dix jours à compter du jour où le curateur public est avisé de cette décision.

Pouvoir
d'emprunt

35. Le curateur public peut, sans autorisation du tribunal, emprunter sur la garantie des biens compris dans un patrimoine qu'il administre, les sommes nécessaires pour maintenir un immeuble en bon état d'entretien et de réparation ou pour acquitter les charges qui le grèvent.

Pouvoir de
provoquer
un partage

36. Le curateur public peut, sans autorisation du tribunal, provoquer un partage, y participer ou transiger si la valeur des concessions qu'il fait, s'il en est, n'excède pas 5 000 \$.

Vente de
biens

37. Dans les cas de vente par le curateur public de biens visés à l'article 24 de la présente loi, l'autorisation du tribunal n'est pas requise, à moins que la valeur des biens excède la somme de 25 000 \$.

Valeur d'un
immeuble

Pour déterminer la valeur d'un immeuble aux fins du présent article, la valeur inscrite au rôle d'évaluation de la municipalité est multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Respect des
formalités

38. Le curateur public n'est pas tenu, pour faire les actes visés par les articles 35 à 37 de la présente loi, de suivre les formalités prévues aux articles 1342 et 1344 du Code civil du Québec, de même que celles prévues à l'article 34 de la présente loi.

Autorisa-
tions du
tribunal

Les autorisations du tribunal, prévues dans la présente section, s'obtiennent conformément aux règles établies au Code de procédure civile pour les matières non contentieuses.

Reddition
de compte

39. Dans le cours de son administration, le curateur public est tenu, une fois l'an, à la demande d'un mineur ou d'un majeur représenté, d'un proche parent, d'une personne qui démontre un intérêt particulier pour le mineur ou le majeur, d'un subrogé-tuteur ou d'un subrogé-curateur, selon le cas, de rendre un compte sommaire de sa gestion.

Sûreté

En aucun cas, il n'est tenu de fournir une sûreté.

SECTION III

LA FIN DE L'ADMINISTRATION

Fin du
mandat

40. L'administration du curateur public se termine de plein droit lorsque :

1° il est notifié que la tutelle, la curatelle ou la liquidation prend fin ou qu'un jugement nomme un autre tuteur, curateur ou liquidateur;

2° l'absent revient, un curateur est nommé à ses biens ou un jugement le déclare décédé;

3° l'héritier, le propriétaire inconnu ou introuvable ou le titulaire d'un titre d'emprunt visé au paragraphe 4° de l'article 24 se présente ou, s'il ne se présente pas, que dix années se sont écoulées depuis le début de l'administration;

4° le bénéficiaire du produit d'une police d'assurance sur la vie se présente ou, s'il ne se présente pas, que dix années se sont écoulées depuis que le curateur est en possession du produit de cette police d'assurance;

5° les biens dévolus à l'État en vertu de l'article 24 sont remis au ministre des Finances.

Attestation
de qualité

Il appartient à celui qui se présente d'établir sa qualité.

Comptable
de l'adminis-
tration

41. Le curateur public est, à la fin de son administration, comptable de celle-ci.

Continuation
de l'adminis-
tration

42. Après le décès d'une personne qu'il représente ou dont il administre les biens, le curateur public continue son administration jusqu'à la notification, par courrier recommandé ou certifié, de l'acceptation de sa charge par l'exécuteur testamentaire ou, à défaut d'exécuteur testamentaire, de l'acceptation de la succession par les héritiers. Si cette dernière acceptation n'est pas faite dans les dix ans de l'ouverture de la succession, celle-ci est dévolue à l'État.

Inhumation
ou inciné-
ration

Il prend, au besoin, les mesures nécessaires pour procéder à l'inhumation ou à l'incinération du cadavre de la personne décédée, aux frais de la succession et suivant les principes religieux propres à la personne décédée.

SECTION IV

LES PATRIMOINES ADMINISTRÉS

Administra-
tion
distincte

43. Le curateur public doit maintenir une administration et une comptabilité distinctes à l'égard de chacun des patrimoines dont il est chargé de l'administration. Il n'est responsable des dettes relatives à un patrimoine qu'il administre que jusqu'à concurrence de la valeur des biens de ce patrimoine.

Portefeuille
unique

44. Le curateur public peut constituer un portefeuille unique à même les sommes d'argent disponibles provenant des biens qu'il administre.

Placements
au porteur

Pour les fins de la gestion collective, le curateur public peut effectuer des placements au porteur, pourvu qu'il s'agisse de placements présumés sûrs visés à l'article 1380 du Code civil du Québec.

Crédit sur
les revenus
du porte-
feuille col-
lectif

45. Le curateur public doit, au moins deux fois par année, créditer le compte de chacune des personnes dont il administre les biens, des revenus du portefeuille collectif selon la valeur de la participation de ce compte, sous réserve de l'article 56.

Constitu-
tion d'un
comité

46. Le gouvernement constitue un comité chargé de conseiller le curateur public en matière de placement des biens dont il assume l'administration collective.

Mandat

47. Les membres du comité sont nommés pour un mandat d'au plus trois ans. Ils demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Rembourse-
ment des
dépenses

48. Les membres du comité ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Rapport au
comité

49. Le curateur public est tenu de faire rapport au comité, au moins quatre fois l'an, de l'état de ses placements.

CHAPITRE IV

LES DOSSIERS ET LES REGISTRES

Dossier

50. Le curateur public doit maintenir un dossier sur chacune des personnes qu'il représente ou dont il administre les biens.

Dossier
confidentiel

51. Le dossier d'une personne que le curateur public représente ou dont il administre les biens est confidentiel.

Consultation
interdite

52. Nul ne peut prendre connaissance d'un dossier maintenu par le curateur public sur une personne qu'il représente ou dont il administre les biens, en recevoir communication écrite ou verbale ou autrement y avoir accès si ce n'est :

1° le personnel du curateur public dans l'exercice de leurs fonctions ;

2° la personne que le curateur public représente ou a représenté et celle dont il administre les biens ou leurs ayants cause ou héritiers ;

3° le titulaire de l'autorité parentale de la personne que le curateur public représente, avec l'autorisation de ce dernier ;

4° le conjoint, un proche parent, un allié, toute autre personne ayant démontré un intérêt particulier pour le majeur ou la personne qui a reçu une délégation du curateur public, avec l'autorisation de ce dernier ;

5° le Protecteur du citoyen.

Exception Néanmoins, le curateur public peut attester qu'une personne est mineure ou sous un régime de protection et indiquer le nom du tuteur ou curateur, à la demande d'une personne intéressée.

Communica-
tion d'un
renseigne-
ment **53.** Le curateur public peut refuser momentanément de donner communication à une personne qu'il représente d'un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale le concernant et contenu dans son dossier lorsque, de l'avis du médecin traitant, il en résulterait vraisemblablement un préjudice grave pour sa santé. Le curateur public, sur recommandation du médecin traitant, détermine le moment où ce renseignement pourra être communiqué et en avise la personne qui en a fait la demande.

Registre **54.** Le curateur public doit maintenir un registre des tutelles au mineur, un registre des tutelles et curatelles au majeur, un registre des mandats homologués donnés par une personne dans l'éventualité de son inaptitude et un registre des biens sous administration provisoire, autres que ceux prévus au paragraphe 8° de l'article 24.

Contenu Les registres ne contiennent que les renseignements prévus par règlement. Ces renseignements ont un caractère public.

CHAPITRE V

LE FINANCEMENT

Rembourse-
ment des
dépenses **55.** Le curateur public peut exiger pour la représentation des personnes, l'administration des biens qui lui sont confiés et la surveillance des tutelles et curatelles, les honoraires déterminés par règlement, ainsi que le remboursement de ses dépenses.

Honoraires **56.** Le curateur public peut percevoir des honoraires pour la gestion du portefeuille collectif à même les revenus totaux produits par ce portefeuille. Le montant de ces honoraires est établi selon un pourcentage, fixé par règlement, de l'actif moyen sous gestion. L'actif moyen consiste dans la moitié de la somme des actifs du début et de la fin de la période de référence fixée par règlement.

Taux
d'intérêt **57.** Le curateur public peut exiger un intérêt au taux déterminé par règlement sur toute avance de fonds consentis et tout honoraire imputé au compte d'un patrimoine qu'il administre.

Fonds
général **58.** Les honoraires, les intérêts et les autres sommes prévus aux articles 55 à 57 sont versés dans le fonds général du curateur public.

Excédent des revenus Les dépenses faites en application de la présente loi sont imputées sur ce fonds et l'excédent des revenus sur les dépenses pour un exercice financier est versé au fonds de réserve du curateur public.

Biens remis au ministre **59.** Les biens appartenant à l'État et confiés à l'administration du curateur public sont remis au ministre des Finances, à l'exception des revenus qui en découlent après la dévolution de ces biens à l'État en vertu de l'article 24, dans le délai déterminé par règlement.

Fonds de réserve Les revenus produits entre la dévolution des biens à l'État et la remise de ces biens au ministre sont versés dans le fonds de réserve du curateur public.

Fonds de réserve **60.** Le gouvernement détermine chaque année, sur recommandation du ministre de la Justice et du ministre des Finances, le montant des sommes versées au fonds de réserve en vertu des articles 58 et 59 qui, notamment, sont remises au fonds consolidé du revenu ou affectées au déficit d'opération du curateur public, le cas échéant.

Avance de sommes **61.** Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, avancer au curateur public des sommes prises sur le fonds consolidé du revenu.

Remboursement Une avance consentie par le ministre des Finances est remboursable à même le fonds désigné par le gouvernement.

Financement des activités **62.** Le curateur public finance ses activités à même les revenus qu'il perçoit suivant les articles 56 à 58 et à même les sommes prises sur le fonds de réserve que détermine le gouvernement, sur recommandation du ministre de la Justice et du ministre des Finances.

Exercice financier **63.** L'exercice financier du curateur public se termine le 31 décembre de chaque année.

Prévisions budgétaires **64.** Le curateur public transmet au ministre de la Justice, à la date que ce dernier détermine, ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier.

Approbation Ces prévisions budgétaires sont soumises à l'approbation du gouvernement.

Règlements applicables **65.** Sous réserve des adaptations prévues par règlement, les règlements adoptés en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6), et de l'article 7 de la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q.,

chapitre M-23.01) s'appliquent aux contrats susceptibles de grever le budget du curateur public.

CHAPITRE VI

LES LIVRES, COMPTES ET RAPPORTS

Vérification **66.** Les livres et comptes du curateur public sont vérifiés, chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, par le vérificateur général; le gouvernement désigne toutefois un autre vérificateur des livres et comptes relatifs aux biens administrés par le curateur public.

Rapport Le rapport du vérificateur général et celui du vérificateur désigné par le gouvernement accompagnent le rapport annuel du curateur public.

Honoraires Les honoraires d'un vérificateur désigné par le gouvernement sont payés à même les revenus du curateur public.

Rapport **67.** Le curateur public doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre au ministre de la Justice un rapport de son administration pour l'exercice financier précédent.

Dépôt Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

CHAPITRE VII

RÉGLEMENTATION

**Réglementa-
tion** **68.** Le gouvernement peut par règlement :

1° établir les normes relatives à la rémunération à laquelle ont droit les personnes, autres qu'un membre de son personnel, dont le curateur public a retenu les services en vertu de l'article 11;

2° déterminer les renseignements que doit fournir au curateur public le directeur général d'un établissement de santé ou des services sociaux ou le directeur des services professionnels en vertu de l'article 14;

3° établir la forme et le contenu des rapports transmis par les tuteurs et curateurs;

4° déterminer les renseignements que peut exiger le curateur public en vue d'établir les cas où il devient administrateur provisoire

en vertu de l'article 24 ou en vertu de l'article 686 du Code civil du Bas Canada;

5° déterminer la forme et le contenu de la reddition de compte que doit faire le curateur public en vertu de l'article 41;

6° déterminer les renseignements qui doivent être inscrits aux registres;

7° établir le tarif des honoraires que le curateur public peut exiger pour la représentation des personnes, l'administration des biens qui lui sont confiés et pour la surveillance des tutelles et curatelles;

8° fixer le pourcentage permettant de déterminer le montant des honoraires prévus à l'article 56, de même que la période de référence pour l'établissement de l'actif moyen sous gestion;

9° déterminer les taux d'intérêts exigibles pour les avances de fonds et honoraires imputés par le curateur public;

10° déterminer le délai à compter duquel les biens dévolus à l'État doivent être remis au ministre des Finances;

11° prévoir les adaptations aux règlements adoptés en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière et de l'article 7 de la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services;

12° déterminer le lieu où le curateur public exerce principalement ses attributions.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS PÉNALES

Infraction
et peine

69. Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions de l'article 26 commet une infraction et est passible d'une amende maximale de 5 000 \$ et, en cas de récidive, d'une amende maximale de 15 000 \$.

Infraction
et peine

70. Le tuteur ou curateur qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 20 ou qui néglige ou refuse de faire vérifier ses livres et comptes lorsque requis conformément à l'article 21 commet une infraction et est passible d'une amende maximale de 1 000 \$ et, en cas de récidive, d'une amende maximale de 2 500 \$.

Poursuites

71. Les poursuites pénales peuvent être intentées par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement, par écrit, à cette fin.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Droit
d'ester

72. Le curateur public peut ester en justice.

Comparution
devant le
tribunal

Il peut, pour les fins du Livre VIII du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) et de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1), tant en demande qu'en défense, se présenter lui-même devant le tribunal ou s'y faire représenter par un membre de son personnel ou par toute autre personne qu'il autorise par écrit. Il ne peut cependant, s'il s'agit du recouvrement de petites créances, se faire représenter par un avocat ou un agent de recouvrement, sauf dans les cas où le Code de procédure civile le permet.

Significa-
tion de
procédure
judiciaire

73. Toute signification de procédure judiciaire au curateur public doit se faire au lieu où il exerce principalement ses attributions.

Transmission
du jugement

Le greffier du tribunal transmet, sans délai et sans frais, une copie au curateur public de tout jugement relatif aux intérêts patrimoniaux d'un mineur ou majeur en tutelle ou en curatelle, ainsi que de toute transaction effectuée dans le cadre d'une action à laquelle le tuteur ou le curateur est partie en cette qualité.

Suspension
des procé-
dures

74. Le juge suspend, à la demande du curateur public, pour une durée n'excédant pas trente jours, toute procédure judiciaire dirigée contre lui ou contre une personne qu'il représente ou dont il administre les biens, ou relative aux biens que le curateur public administre en vertu de l'article 24, afin de lui permettre de recueillir les éléments utiles à sa défense.

Force
probante

75. Tout document signé par le curateur public fait preuve de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver sa signature et son autorité.

Serment
d'office

Lorsque des déclarations écrites doivent être attestées sous serment par le curateur public, elles peuvent l'être sous son serment d'office.

Ententes

76. Le curateur public peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec, ou avec un organisme d'un tel gouvernement, en vue de l'application de la présente loi.

Application
de la loi

77. Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi.

PARTIE II

MODIFICATIONS AU CODE CIVIL

C.c.,
aa. 19.1 à
19.4, aj.

78. Le Code civil du Bas Canada est modifié par l'insertion, après l'article 19, des suivants:

« **19.1** Nul ne peut être soumis sans son consentement à des soins, quelle qu'en soit la nature, qu'il s'agisse d'examen, de prélèvements, de traitements ou de toute autre intervention.

Si l'intéressé est inapte à consentir à des soins ou à les refuser, une personne qui est autorisée par la loi ou par mandat le remplace.

« **19.2** Lorsque l'inaptitude d'un majeur à consentir aux soins exigés par son état de santé est constatée, le consentement est donné par le mandataire qu'il a désigné alors qu'il était apte, par le tuteur ou le curateur. S'il n'est pas ainsi représenté, le consentement est donné par le conjoint, ou à défaut de conjoint ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un proche parent ou par une personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier.

« **19.3** Celui qui consent à des soins pour autrui ou qui les refuse est tenu d'agir dans le seul intérêt de cette personne en tenant compte, dans la mesure du possible, des volontés que cette dernière a pu exprimer.

S'il exprime un consentement, il doit s'assurer que les soins sont bénéfiques, malgré leurs effets, qu'ils sont opportuns dans les circonstances et que les risques présentés ne sont pas hors de proportion avec le bienfait espéré.

« **19.4** L'autorisation du tribunal est requise en cas d'empêchement ou de refus injustifié de celui qui peut consentir à des soins pour un mineur ou un majeur inapte à donner son consentement; elle l'est également si le majeur inapte refuse catégoriquement de recevoir les soins, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas d'urgence ou de soins d'hygiène. ».

C.c.,
a. 83, mod.

79. L'article 83 de ce code est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« Le majeur en tutelle ou en curatelle a le sien chez son tuteur ou son curateur. ».

C.c.,
aa. 251 à
253, remp.

80. Les articles 251 à 253 de ce code sont remplacés par le suivant :

« **251.** Doivent être convoqués au conseil de famille, les père et mère du mineur, ses autres ascendants et ses frères et soeurs majeurs.

Peuvent être convoqués, pourvu qu'ils soient majeurs, les autres parents et alliés du mineur et ses amis.

Au moins cinq personnes doivent assister au conseil de famille et autant que possible, les lignes paternelle et maternelle doivent être représentées. ».

C.c.,
a. 266.1, aj.

81. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 266, du suivant :

« **266.1** Le tuteur, à l'exception du directeur de la protection de la jeunesse ou de la personne qu'il recommande comme tuteur, peut recevoir, lorsque les circonstances le justifient, une rémunération que fixe le tribunal en tenant compte des charges de la tutelle et des revenus des biens à gérer. ».

C.c.,
a. 282, mod.

82. L'article 282 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Les majeurs en tutelle ou en curatelle. ».

C.c.,
a. 296a,
remp.

83. L'article 296a de ce code est remplacé par le suivant :

« **296a.** Le tuteur peut déposer les sommes d'argent appartenant au mineur dans une banque, une banque d'épargne, une société de fiducie ou une société d'entraide économique, ou une caisse d'épargne et de crédit, si le dépôt est remboursable à vue ou sur avis d'au plus trente jours.

Il peut aussi les déposer pour un terme plus long si le remboursement est pleinement garanti par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, autrement il ne le peut qu'avec l'autorisation du tribunal, aux conditions que celui-ci détermine, sur avis du conseil de famille. ».

C.c.,
intitulé,
remp.

84. L'intitulé du titre dixième du Livre premier du Code civil est remplacé par le suivant :

« DE LA MAJORITÉ ET DES RÉGIMES DE PROTECTION ».

C.c.,
aa. 325 à
336s, remp.

35. Ce code est modifié par le remplacement du chapitre deuxième du titre dixième du Livre premier et des articles 325 à 336s par ce qui suit :

« CHAPITRE DEUXIÈME

« DES RÉGIMES DE PROTECTION DES MAJEURS

« SECTION I

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES

« **325.** Les régimes de protection du majeur sont établis dans son intérêt; ils sont destinés à assurer la protection de sa personne, l'administration de son patrimoine et, en général, l'exercice de ses droits civils.

L'incapacité qui en résulte est établie en sa faveur seulement.

« **326.** Toute décision relative à l'ouverture d'un régime de protection ou qui concerne le majeur protégé doit être prise dans son intérêt, le respect de ses droits et la sauvegarde de son autonomie.

Le majeur doit, dans la mesure du possible et sans délai, en être informé.

« **327.** Il est nommé au majeur un curateur ou un tuteur pour le représenter, ou un conseiller pour l'assister, dans la mesure où il est inapte à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens, par suite notamment d'une maladie, d'une déficience ou d'un affaiblissement dû à l'âge qui altère ses facultés mentales ou son aptitude physique à exprimer sa volonté.

Il peut aussi être nommé un tuteur ou un conseiller au prodigue qui met en danger le bien-être de son conjoint ou de ses enfants mineurs.

« **328.** Dans le choix d'un régime de protection, il est tenu compte du degré d'inaptitude de la personne à prendre soin d'elle-même ou à administrer ses biens.

Il lui est nommé, selon le cas, un curateur ou un tuteur à la personne et aux biens, un tuteur soit à la personne, soit aux biens, ou un conseiller pour l'assister.

« **329.** Le curateur ou le tuteur au majeur protégé a la responsabilité de sa garde et de son entretien; il a également celle d'assurer le bien-être moral et matériel du majeur, en tenant compte de la condition de celui-ci, de ses besoins et de ses facultés, et des autres circonstances dans lesquelles il se trouve.

Il peut déléguer l'exercice de la garde et de l'entretien du majeur protégé, mais, dans la mesure du possible, il doit, de même que le délégué, maintenir une relation personnelle avec le majeur, obtenir son avis, le cas échéant, et le tenir informé des décisions prises à son sujet.

« **330.** Le curateur public exerce la curatelle ou la tutelle au majeur placé sous un régime de protection, s'il est nommé par le tribunal pour exercer la charge ou, d'office, si le majeur n'est plus pourvu d'un curateur ou d'un tuteur.

« **331.** Le curateur public a la simple administration des biens du majeur protégé, même lorsqu'il agit comme curateur.

« **331.1** Le curateur public n'a pas la garde du majeur protégé auquel il est nommé tuteur ou curateur, à moins que le tribunal, si aucune autre personne ne peut l'exercer, ne la lui confie.

Il demeure, néanmoins, chargé d'assurer la protection du majeur lorsque la garde est confiée à une autre personne. Celle-ci exerce, cependant, les pouvoirs du tuteur ou du curateur pour consentir aux soins exigés par l'état de santé du majeur, à l'exception de ceux que le curateur public indique se réserver.

« **331.2** Le curateur public, qui agit comme tuteur ou curateur d'un majeur sous un régime de protection, peut déléguer l'exercice de certaines fonctions de la tutelle ou de la curatelle à une personne qu'il désigne, après s'être assuré, si le majeur reçoit des soins ou des services d'un établissement de santé ou de services sociaux que la personne choisie n'est pas un employé de cet établissement et n'y occupe aucune fonction. Il peut néanmoins, lorsque les circonstances le justifient, passer outre à cette restriction si l'employé de l'établissement est le conjoint ou un proche parent du majeur. Il peut autoriser cette personne à consentir aux soins exigés par l'état de santé du majeur, à l'exception de ceux qu'il indique se réserver.

« **331.3** La personne désignée rend compte de l'exercice de la délégation au curateur public, au moins une fois l'an. Ce dernier peut, en cas de conflit d'intérêts entre la personne désignée et le majeur ou pour un autre motif sérieux, retirer la délégation.

« **331.4** Les règles relatives à la tutelle au mineur s'appliquent à la tutelle et à la curatelle au majeur, compte tenu des adaptations nécessaires.

Ainsi, s'ajoutent aux personnes qui doivent être convoquées au conseil de famille en application de l'article 251, les descendants du majeur, s'il en est.

« SECTION II

« DE L'OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION

« **332.** L'ouverture d'un régime de protection du majeur est prononcée par le tribunal.

Le tribunal n'est pas lié par la demande et il peut fixer un régime différent de celui dont on demande l'ouverture.

« **332.1** Peuvent demander l'ouverture d'un régime de protection le majeur lui-même, son conjoint, ses proches parents et alliés, toute personne qui démontre pour le majeur un intérêt particulier ou tout autre intéressé, y compris le mandataire désigné par le majeur ou le curateur public.

« **332.2** Lorsqu'un majeur, qui reçoit des soins ou des services d'un établissement de santé ou des services sociaux, a besoin d'être assisté ou représenté dans l'exercice de ses droits civils en raison de son isolement, de la durée prévisible de son inaptitude, de la nature ou de l'état de ses affaires ou en raison du fait qu'aucun mandataire désigné par lui n'assure déjà une assistance ou une représentation adéquate, le directeur général de l'établissement en fait rapport au curateur public et transmet une copie de ce rapport au majeur.

Le rapport est constitué, entre autres, de l'évaluation médicale et psycho-sociale de celui qui a examiné le majeur; il porte sur la nature et le degré d'inaptitude du majeur, l'étendue de ses besoins et les autres circonstances de sa condition, ainsi que sur l'opportunité d'ouvrir à son égard un régime de protection. Il mentionne également, s'ils sont connus, les noms des personnes qui ont qualité pour demander l'ouverture du régime de protection.

« **332.3** Dès que le rapport est transmis au curateur public, le directeur général de l'établissement en informe un proche du majeur.

« **332.4** L'ouverture d'un régime de protection du majeur peut être demandée dans l'année précédant la majorité.

Le jugement ne prend effet qu'à la majorité.

« **332.5** En cours d'instance, le tribunal peut, même d'office, statuer sur la garde du majeur s'il est manifeste qu'il ne peut prendre soin de lui-même et que sa garde est nécessaire pour lui éviter un préjudice sérieux.

« **332.6** L'acte par lequel le majeur a déjà chargé un tiers de prendre soin de sa personne ou d'administrer ses biens continue de produire ses effets malgré l'instance, à moins que, pour un motif sérieux, cet acte ne soit révoqué par le tribunal.

En l'absence d'un mandat donné par le majeur ou par le tribunal en vertu de l'article 476 du Code civil du Québec, on suit les règles de la gestion d'affaires, et le curateur public, ainsi que toute autre personne qui a qualité pour demander l'ouverture du régime, peut faire, en cas d'urgence et même avant l'instance si une demande d'ouverture est imminente, les actes nécessaires à la conservation du patrimoine.

« **332.7** Hors les cas du mandat ou de la gestion d'affaires, ou même avant l'instance si une demande d'ouverture d'un régime de protection est imminente, le tribunal peut, s'il y a lieu d'agir pour éviter un préjudice sérieux, désigner provisoirement le curateur public ou une autre personne, soit pour accomplir un acte déterminé, soit pour administrer les biens du majeur dans les limites de la simple administration.

« **332.8** Pendant l'instance et par la suite, si le régime de protection applicable est la tutelle, le logement du majeur protégé et les meubles dont il est garni doivent être conservés à sa disposition. Le pouvoir d'administrer, en ce qui touche ces biens, ne permet que des conventions de jouissance précaire, lesquelles cessent d'avoir effet de plein droit dès le retour du majeur protégé.

S'il devient nécessaire ou s'il est de l'intérêt du majeur protégé qu'il soit disposé des meubles ou des droits relatifs au logement, l'acte doit être autorisé par le subrogé-tuteur ou, à défaut, deux proches du majeur. Même en ce cas, il ne peut être disposé des souvenirs et autres objets à caractère personnel, à moins d'un motif impérieux; ils doivent, dans la mesure du possible, être gardés à la disposition du majeur par l'établissement de santé ou de services sociaux.

« **332.9** Le tribunal appelé à établir le régime de protection prend en considération, outre l'avis des personnes susceptibles d'être appelées à former le conseil de famille, les preuves médicales et psycho-sociales, les volontés exprimées par le majeur dans un mandat

donné dans l'éventualité de son inaptitude mais qui n'est pas homologué, ainsi que le degré d'autonomie de la personne pour laquelle on demande l'ouverture d'un régime.

Il doit donner au majeur l'occasion d'être entendu, personnellement ou par représentant si son état de santé l'exige, sur le bien fondé de la demande et, le cas échéant, sur la nature du régime et sur la personne qui sera chargée de le représenter ou de l'assister.

« **332.10** Le jugement qui établit un régime de protection est toujours susceptible de révision.

« **332.11** Le régime de protection est réévalué, à moins que le tribunal ne fixe un délai plus court, après trois ans en cas de tutelle ou de nomination de conseiller, ou après cinq ans en cas de curatelle.

Le curateur, le tuteur ou le conseiller du majeur est tenu de veiller à ce que le majeur soit soumis à une évaluation médicale et psycho-sociale en temps voulu. Lorsque celui qui procède à l'évaluation constate que la situation du majeur a suffisamment changé pour justifier la fin du régime ou sa modification, il en fait rapport au majeur et à la personne qui a demandé l'évaluation et il en dépose une copie au greffe du tribunal qui procède alors à la révision du jugement.

« **332.12** Le directeur général de l'établissement de santé ou de services sociaux duquel un majeur protégé reçoit des soins ou des services doit, en cas de cessation de l'inaptitude justifiant le régime de protection, l'attester dans un rapport qu'il dépose au greffe du tribunal. Ce rapport est constitué, entre autres, de l'évaluation médicale et psycho-sociale.

Le protonotaire avise du dépôt les personnes qui étaient habilitées à intervenir à la demande d'ouverture du régime. À défaut d'opposition dans les trente jours, la mainlevée du régime a lieu de plein droit. Un constat de cette mainlevée est dressé par le protonotaire et transmis, sans délai, au majeur lui-même et au curateur public.

« SECTION III

« DE LA CURATELLE AU MAJEUR

« **333.** Le tribunal ouvre une curatelle s'il est établi que l'inaptitude du majeur à prendre soin de lui-même et à administrer ses biens est totale et permanente, et qu'il a besoin d'être représenté dans l'exercice de ses droits civils.

Il nomme alors un curateur.

« **333.1** Le curateur a la pleine administration des biens du majeur protégé, à cette exception qu'il est tenu, comme l'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration, de ne faire que des placements présumés sûrs. Seules les règles de l'administration du bien d'autrui s'appliquent à son administration.

« **333.2** L'acte fait seul par le majeur en curatelle peut être annulé ou les obligations qui en découlent réduites, sans qu'on ait à prouver lésion.

« **333.3** Les actes faits antérieurement à la curatelle peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

« SECTION IV

« DE LA TUTELLE AU MAJEUR

« **334.** Le tribunal ouvre une tutelle s'il est établi que l'incapacité du majeur à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens est partielle ou temporaire, et qu'il a besoin d'être représenté dans l'exercice de ses droits civils.

Il nomme alors un tuteur.

« **334.1** Le tuteur a la simple administration des biens du majeur incapable d'administrer ses biens. Il l'exerce de la même manière que le tuteur au mineur, sauf décision contraire du tribunal.

Lorsqu'il y a incompatibilité entre les règles relatives à l'administration des biens du mineur et celles prévues au titre septième du Livre quatrième du Code civil du Québec relatif à l'administration du bien d'autrui, ces dernières prévalent.

« **334.2** Les règles relatives à l'exercice des droits civils du mineur s'appliquent au majeur en tutelle, compte tenu des adaptations nécessaires.

« **334.3** Le tribunal peut, à l'ouverture de la tutelle ou postérieurement, accroître ou restreindre la capacité du majeur en tutelle, sur évaluation médicale et psycho-sociale et, selon le cas, du conseil de famille ou des personnes susceptibles d'être appelées à en faire partie.

Il indique alors les actes que la personne en tutelle peut faire elle-même, seule ou avec l'assistance du tuteur, ou ceux qu'elle ne peut faire sans être représentée.

« **334.4** Le majeur en tutelle conserve la gestion du produit de son travail, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

« **334.5** Les actes faits antérieurement à la tutelle peuvent être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

« SECTION V

« DU CONSEILLER AU MAJEUR

« **335.** Le tribunal nomme un conseiller au majeur si celui-ci, bien que généralement ou habituellement apte à prendre soin de lui-même et à administrer ses biens, a besoin, pour certains actes ou temporairement, d'être assisté ou conseillé dans l'administration de ses biens.

« **335.1** Le conseiller n'a pas l'administration des biens du majeur protégé. Il doit, cependant, intervenir aux actes pour lesquels il est tenu de lui prêter assistance.

« **335.2** Le tribunal, à l'ouverture du régime ou postérieurement, indique les actes pour lesquels l'assistance du conseiller est requise ou, à l'inverse, ceux pour lesquels elle ne l'est pas.

Si le tribunal ne donne aucune indication, le majeur protégé doit être assisté de son conseiller dans tous les actes qui excèdent la capacité du mineur simplement émancipé.

« **335.3** L'acte fait seul par le majeur, alors que l'intervention de son conseiller était requise, peut être annulé ou les obligations qui en découlent réduites si cet acte est lésionnaire.

« SECTION VI

« DE LA FIN DU RÉGIME DE PROTECTION

« **336.** Le régime de protection cesse par l'effet d'un jugement de mainlevée ou par le décès du majeur protégé.

Il cesse aussi à l'expiration du délai prévu pour contester le rapport qui atteste la cessation de l'incapacité.

« **336.1** Le majeur protégé peut toujours, après la mainlevée du régime et, le cas échéant, la reddition de compte du curateur ou du tuteur, confirmer un acte autrement annulable.

« **336.2** Lorsque la nullité d'un acte est prononcée à la demande du majeur protégé ou de son curateur, tuteur ou conseiller, le majeur est dispensé de remettre ce qu'il a reçu en vertu de cet acte alors qu'il était sous un régime de protection, sauf dans la mesure de l'enrichissement qu'il en conserve.

« **336.3** La vacance de la charge de curateur, de tuteur ou de conseiller ne met pas fin au régime de protection.

Le subrogé-tuteur ou le subrogé-curateur doit, le cas échéant, provoquer la nomination d'un nouveau curateur ou tuteur; tout intéressé peut aussi provoquer cette nomination, de même que celle d'un nouveau conseiller. ».

C.c.,
intitulé,
ramp.

86. Ce code est modifié par le remplacement de l'intitulé du chapitre troisième du titre dixième du Livre premier par le suivant :

« DES AUTRES CURATELLES ».

C.c.,
a. 338, mod.

87. L'article 338 de ce code est modifié par la suppression du paragraphe 2.

C.c.,
a. 339, mod.

88. L'article 339 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « À l'exception des curateurs aux ivrognes d'habitude, les curateurs à la personne » par les mots « Les curateurs visés par le présent chapitre ».

C.c.,
aa. 341 à
344, ab.

89. Les articles 341 à 344 de ce code sont abrogés.

C.c.,
chapitre, ab.

90. Le chapitre quatrième du titre dixième du Livre premier de ce code est abrogé.

C.c.,
a. 643, mod.

91. L'article 643 de ce code est modifié par le remplacement des mots « les interdits » par les mots « les majeurs en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 691, mod.

92. L'article 691 de ce code est modifié par le remplacement dans le premier alinéa :

1° des mots « le curateur à l'interdit » par les mots « le tuteur ou le curateur au majeur »;

2° des mots « interdit ou absent » par les mots « ce majeur en tutelle ou en curatelle ou cet absent ».

C.c.,
a. 693, mod. **93.** L'article 693 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « des interdits » par les mots « des majeurs en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 709, mod. **94.** L'article 709 de ce code est modifié par le remplacement des mots « des interdits » par les mots « des majeurs en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 789, mod. **95.** L'article 789 de ce code est modifié par le remplacement dans le premier alinéa :

1° des mots « l'interdit pour prodigalité, et par celui auquel il a été nommé un conseil judiciaire » par les mots « le majeur en tutelle ou celui auquel il a été nommé un conseiller judiciaire » ;

2° des mots « à l'interdit » par les mots « du majeur en curatelle ».

C.c.,
a. 792, mod. **96.** L'article 792 de ce code est modifié par le remplacement des mot « l'interdit » par les mots « le majeur en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 810, mod. **97.** L'article 810 de ce code, modifié par l'article 17 du chapitre 77 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « interdits » par les mots « majeurs en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 834, mod. **98.** L'article 834 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « ceux qu'ils ont sous leur puissance » par les mots « leurs pupilles » ;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Le majeur en curatelle ne peut disposer par testament ; le testament postérieur à l'ouverture d'une tutelle peut être confirmé ou non, d'après la nature des dispositions et les circonstances. ».

C.c.,
a. 837, mod. **99.** L'article 837 de ce code est modifié par le remplacement des mots « les interdits, les insensés » par les mots « les majeurs en curatelle ».

C.c.,
a. 867, mod. **100.** L'article 867 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « de l'interdit pour prodigalité » par les mots « du majeur en tutelle ».

C.c.,
a. 938, mod.

101. L'article 938 de ce code est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, du mot « interdits » par les mots « majeurs en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 967, mod.

102. L'article 967 de ce code est modifié par le remplacement du mot « interdit » par les mots « majeur en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 986, mod.

103. L'article 986 de ce code, modifié par l'article 11 du chapitre 84 des lois de 1971, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « Les mineurs dans les cas et suivant les dispositions contenues dans ce Code; Les interdits; » par les mots: « Les mineurs et les majeurs sous régime de protection, dans les cas et suivant les dispositions prévues par la loi; ».

C.c.,
a. 987,
remp.

104. L'article 987 de ce code est remplacé par le suivant:

« **987.** Les personnes capables de contracter ne peuvent opposer l'incapacité des mineurs et des majeurs protégés avec qui ils ont contracté. Cette incapacité est établie en leur faveur. ».

C.c.,
a. 1010,
mod.

105. L'article 1010 de ce code est modifié par le remplacement:

1° des mots « des interdits » par les mots « des majeurs en tutelle ou en curatelle »;

2° des mots « majeurs non interdits » par les mots « personnes aptes à consentir ».

C.c.,
a. 1011,
mod.

106. L'article 1011 de ce code est modifié par le remplacement:

1° des mots « les interdits » par les mots « les majeurs en tutelle ou en curatelle »;

2° des mots « l'interdiction » par les mots « la tutelle ou la curatelle ».

C.c.,
a. 1054,
mod.

107. L'article 1054 de ce code, modifié par l'article 7 du chapitre 72 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« Les personnes chargées de garder un majeur non doué de discernement sont également responsables pour le dommage causé par ce majeur. ».

C.c.,
a. 1054.1, aj.

108. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1054, du suivant:

« **1054.1** Malgré l'article 1054, les tuteurs et les curateurs à un majeur, les personnes exerçant la garde d'un majeur dont le curateur public est tuteur ou curateur, de même que les mandataires exécutant un mandat donné par un majeur dans l'éventualité de son inaptitude, ne sont pas responsables du dommage causé à autrui par ce majeur, à moins qu'ils n'aient eux-mêmes commis une faute intentionnelle ou lourde dans l'exercice de la garde. ».

C.c.,
a. 1078,
mod.

109. L'article 1078 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 3, par le suivant :

« 3. Lorsqu'un administrateur du bien d'autrui a reçu ou dû recevoir des intérêts sur les deniers du mineur, du majeur sous régime de protection ou du bénéficiaire de l'administration et a manqué à son obligation de les placer dans un délai raisonnable ou dans le délai fixé par la loi. ».

C.c.,
a. 1701.1, aj.

110. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1701, du suivant :

« **1701.1** Le mandat peut avoir pour objet l'accomplissement de toute espèce d'acte juridique se rapportant aux affaires du mandant, y compris les actes juridiques destinés, même principalement, à assurer, dans l'éventualité de l'inaptitude du mandant à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens, la protection de sa personne, l'administration, en tout ou en partie, de son patrimoine et, en général, son bien-être moral et matériel. ».

C.c.,
aa. 1731.1 à
1731.11, aj.

111. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1731, du chapitre suivant :

« CHAPITRE TROISIÈME A

« DU MANDAT DONNÉ DANS L'ÉVENTUALITÉ DE L'INAPTITUDE DU MANDANT

« **1731.1** Le mandat donné par une personne majeure dans l'éventualité de son inaptitude à prendre soin d'elle-même ou à administrer ses biens est fait par acte notarié portant minute ou devant témoins.

« **1731.2** Le mandat devant témoins est écrit par le mandant ou par un tiers. En présence de deux témoins qui n'ont pas d'intérêt à l'acte et qui sont en mesure de constater l'aptitude du mandant à agir, ce dernier déclare ensuite la nature de l'écrit qu'il présente mais n'est

pas tenu d'en divulguer le contenu; il le signe à la fin ou, s'il l'a signé précédemment, reconnaît sa signature; il peut aussi le faire signer par un tiers pour lui, en sa présence et suivant ses instructions.

Les témoins signent aussitôt le mandat en présence du mandant.

« **1731.3** L'exécution du mandat est subordonnée à la survenance de l'inaptitude et à l'homologation par le tribunal, sur demande du mandataire désigné à l'acte.

« **1731.4** Lorsque la portée des droits et obligations du mandataire est douteuse, le mandataire se réfère, pour l'interpréter, aux droits et obligations du tuteur à un majeur protégé.

Si des avis, consentements ou autorisations sont alors requis en vertu des règles relatives à l'administration du bien d'autrui, le mandataire peut les obtenir du curateur public ou du tribunal.

« **1731.5** Lorsque le mandat est insuffisant pour permettre la représentation adéquate du mandant et qu'un régime de protection est par ailleurs établi pour assurer la représentation du mandant, le mandataire poursuit l'exécution du mandat, mais il fait rapport, sur demande et au moins une fois l'an, au tuteur ou au curateur du majeur. Si la portée de ses droits et obligations est douteuse, il en réfère au tuteur ou au curateur du majeur. Le mandataire, à la fin de son mandat, rend compte au tuteur ou au curateur du majeur.

Le mandataire n'est tenu de ces obligations qu'à l'égard du tuteur ou curateur à la personne du majeur. Lorsque la protection de la personne du majeur est assurée par le mandataire, le tuteur ou le curateur aux biens est tenu aux mêmes obligations à l'égard du mandataire.

« **1731.6** Les actes faits antérieurement à l'homologation d'un mandat peuvent, si le mandant en souffre préjudice, être annulés ou les obligations qui en découlent réduites, sur la seule preuve que l'inaptitude était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

« **1731.7** À moins que le mandat ne prévoit autrement, le mandataire est autorisé à exécuter à son profit les obligations du mandant prévues aux articles 1720, 1722, 1724 et 1725.

« **1731.8** Le mandant redevenu apte peut toujours s'adresser au tribunal pour obtenir l'autorisation de révoquer son mandat.

« **1731.9** Le directeur général de l'établissement de santé ou de services sociaux duquel un mandant inapte reçoit des soins ou des

services doit, en cas de cessation de l'incapacité justifiant le maintien du mandat, l'attester dans un rapport qu'il dépose au greffe du tribunal. Ce rapport est constitué, entre autres, de l'évaluation médicale et psycho-sociale.

Le protonotaire avise du dépôt le mandataire, le mandant et les personnes habilitées à intervenir à une demande d'ouverture de régime de protection. À défaut d'opposition dans les trente jours, le mandat est révoqué de plein droit. Un constat de cette révocation est dressé par le protonotaire et transmis, sans délai, au mandant, au mandataire et au curateur public.

« **1731.10** Lorsque le mandat est révoqué, le mandant redevenu apte peut confirmer un acte autrement annulable.

« **1731.11** Le mandataire ne peut, malgré toute stipulation contraire, démissionner de sa charge sans avoir préalablement pourvu à son remplacement conformément à son mandat si celui-ci y pourvoit, ou sans avoir demandé l'ouverture d'un régime de protection à l'égard du mandant. ».

C.c.,
a. 1755,
mod.

112. L'article 1755 de ce code est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4. Par la faillite de l'une ou l'autre des parties ; » ;

2° par l'addition, à la fin, de ce qui suit :

« 8. Par l'ouverture d'un régime de protection à l'égard de l'une ou l'autre des parties, mais il ne prend pas fin du seul fait que le mandant devient inapte à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens. ».

C.c.,
a. 1756.1, aj.

113. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 1756, du suivant :

« **1756.1** Lorsque le mandant est inapte, toute personne intéressée, y compris le curateur public, peut, si le mandat n'est pas fidèlement exécuté ou pour un autre motif sérieux, demander au tribunal de révoquer le mandat, d'ordonner la reddition de compte du mandataire et d'ouvrir un régime de protection à l'égard du mandant. ».

C.c.,
a. 1761,
mod.

114. L'article 1761 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un mandat donné dans l'éventualité de l'incapacité du mandant, les représentants légaux du mandataire, dans les mêmes circonstances, doivent notifier au curateur public le décès du mandataire. ».

C.c.,
a. 1892,
mod.

115. L'article 1892 de ce code, modifié par l'article 32 du chapitre 50 des lois de 1896-1897, l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1906 et l'article 2 du chapitre 99 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant :

« 6. Par l'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle à l'égard de l'un des associés majeurs ; ».

C.c.,
a. 2030,
rempl.

116. L'article 2030 de ce code est remplacé par le suivant :

« **2030.** L'hypothèque légale a lieu en faveur des mineurs ou des majeurs en tutelle ou en curatelle sur les immeubles de leurs tuteurs ou curateurs pour le reliquat du compte de tutelle ou de curatelle.

Le tuteur ou le curateur peut, pour valoir cette hypothèque légale, souscrire une assurance ou fournir une autre sûreté suffisante pour garantir l'exécution de ses obligations. Il peut être tenu de le faire s'il ne détient aucun immeuble. ».

C.c.,
a. 2031,
rempl.

117. L'article 2031 de ce code est remplacé par les suivants :

« **2031.** L'hypothèque légale n'a lieu ou la sûreté n'est exigible que dans les cas où la valeur des biens administrés excède 25 000 \$. La nature et l'objet de la sûreté, ainsi que le délai pour la fournir, sont déterminés par le jugement qui nomme le tuteur ou le curateur ou, en cas de silence du jugement, par le curateur public.

Le tuteur ou le curateur qui fournit une sûreté doit, pendant la durée de sa charge, maintenir cette sûreté ou en offrir une autre de même valeur, et la justifier annuellement au curateur public.

« **2031.1** Lorsqu'il y a lieu de donner mainlevée d'une hypothèque ou d'une sûreté, le conseil de famille, le majeur à la fin du régime de protection ou le mineur devenu majeur peut le faire et requérir, s'il y a lieu, la radiation de l'enregistrement. Avis en est donné au curateur public. ».

C.c.,
a. 2039,
mod.

118. L'article 2039 de ce code est modifié par le remplacement des mots « des interdits » par les mots « des majeurs en tutelle ou en curatelle ».

C.c.,
a. 2086,
mod.

119. L'article 2086 de ce code, modifié par l'article 50 du chapitre 39 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement des mots «des interdits» par les mots: «des majeurs en tutelle ou en curatelle».

C.c.,
a. 2087,
mod.

120. L'article 2087 de ce code, modifié par l'article 50 du chapitre 39 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement des mots «l'interdit» par les mots «le majeur en tutelle ou en curatelle».

C.c.,
a. 2117,
rempl.

121. L'article 2117 de ce code est remplacé par le suivant:

«**2117.** Tout tuteur à un mineur et tout curateur ou tuteur à un majeur est tenu de faire enregistrer sans délai les hypothèques dont leurs immeubles peuvent être grevés en faveur de ce mineur ou de ce majeur dans les cas où ces hypothèques ont lieu en vertu des articles 2030 et 2031. ».

C.c.,
a. 2119,
mod.

122. L'article 2119 de ce code est modifié par le remplacement des mots «curatelle des interdits» par les mots «les tutelles et les curatelles des majeurs».

C.c.,
a. 2120,
mod.

123. L'article 2120 de ce code est modifié par le remplacement des mots «de l'interdit contre son curateur» par les mots «des majeurs en tutelle ou en curatelle contre leur tuteur ou curateur».

C.c.,
a. 2129b,
mod.

124. L'article 2129b de ce code est modifié par le remplacement des mots «les interdits» par les mots «les tuteurs en tutelle ou en curatelle».

C.c.,
a. 2232,
mod.

125. L'article 2232 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Sauf ce qui est dit à l'article 2269, la prescription ne court pas, même en faveur des tiers acquéreurs, contre ceux qui ne sont pas nés, ni contre les mineurs ou les majeurs inaptes à consentir, pourvus ou non d'un tuteur ou d'un curateur. ».

C.c.,
a. 2258,
mod.

126. L'article 2258 de ce code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Ce temps ne court, à l'égard des majeurs en tutelle ou en curatelle, que du jour où la tutelle ou la curatelle est levée. Il ne court pas contre les personnes inaptes à consentir, qui ne sont pas sous un régime de tutelle ou de curatelle. Il ne court, à l'égard des mineurs, que du jour de leur majorité ou de leur pleine émancipation. ».

C.c.,
a. 2269,
mod.

127. L'article 2269 de ce code est modifié par le remplacement des mots «les idiots, les furieux et les insensés» par les mots «et contre les majeurs inaptes à consentir».

C.c.Q.,
a. 468,
remp.

128. L'article 468 du Code civil du Québec est remplacé par le suivant:

«**468.** Le majeur pourvu d'un conseiller ou en tutelle ne peut passer de conventions matrimoniales sans l'assistance de son conseiller ou de son tuteur, ce dernier devant être autorisé par le tribunal sur l'avis du conseil de famille.

Les conventions passées en violation du présent article ne peuvent être attaquées que par le majeur, son tuteur ou son conseiller; elles ne peuvent plus l'être lorsqu'il s'est écoulé une année depuis la célébration du mariage ou depuis le jour de l'acte modifiant les conventions matrimoniales. ».

C.c.Q.,
a. 477, mod.

129. L'article 477 de ce code est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa, après les mots «le conjoint est pourvu», des mots «d'un tuteur ou».

PARTIE III

MODIFICATIONS AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

c. C-25,
a. 4, mod.

130. L'article 4 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«La signification du mot tribunal utilisé au Code civil du Québec et aux articles 325 à 336.3, 1731.1 à 1731.11 et 1756.1 du Code civil du Bas Canada est déterminée conformément au présent code et peut désigner, selon le cas, un juge présidant le tribunal, un juge en chambre ou un protonotaire. ».

c. C-25,
a. 70, mod.

131. L'article 70 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa et partout où ils se trouvent, des mots «faible d'esprit» par les mots «majeur en tutelle».

c. C-25,
a. 70.2, aj.

132. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 70.1, du suivant:

«**70.2** Les demandes en matière d'intégrité, de tutelle au mineur ou de régime de protection du majeur sont portées devant le tribunal du domicile ou de la résidence du mineur ou du majeur.

Les demandes qui concernent l'intégrité de la personne gardée dans un établissement de santé ou de services sociaux peuvent être portées devant le tribunal du lieu de l'établissement. ».

c. C-25,
a. 97, mod.

133. L'article 97 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Il peut aussi, d'office, ordonner la signification au curateur public de toute demande mettant en cause l'intégrité d'une personne majeure inapte à consentir à des soins qui n'est pas représentée par un tuteur, un curateur ou un mandataire. Dans ce cas l'instance est suspendue jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 jours de la date de la signification. ».

c. C-25,
a. 483, mod.

134. L'article 483 de ce code est modifié par le remplacement, au paragraphe 3, du mot « interdit » par les mots « majeur en tutelle ou en curatelle ».

c. C-25,
a. 818.2,
mod.

135. L'article 818.2 de ce code est modifié par le remplacement des mots « Le curateur qui, au nom du faible d'esprit » par les mots « Le tuteur qui, au nom du majeur en tutelle ».

c. C-25,
intitulé,
rempl.

136. L'intitulé du chapitre VII du Livre VI de ce code est remplacé par le suivant :

« DES RÉGIMES DE PROTECTION DU MAJEUR ET DE L'HOMOLOGATION
DU MANDAT DONNÉ PAR UNE PERSONNE DANS L'ÉVENTUALITÉ DE
SON INAPTITUDE

« SECTION I

« DES RÉGIMES DE PROTECTION DU MAJEUR ».

c. C-25,
a. 877,
rempl.

137. L'article 877 de ce code est remplacé par le suivant :

« **877.** La demande d'ouverture d'un régime de protection à un majeur est portée devant un juge ou devant le protonotaire de district où le majeur a son domicile ou sa résidence; elle doit articuler tous les faits sur lesquels elle est fondée et que le requérant sera tenu de prouver.

La demande doit être signifiée au majeur, à une personne raisonnable de sa famille et au curateur public, lequel peut intervenir à la demande; la signification au majeur doit être faite à personne. À défaut de signification au curateur public, le protonotaire doit suspendre les procédures jusqu'à ce que la preuve de la signification soit reçue au greffe. ».

c. C-25,
a. 877.1,
rempl.

138. L'article 877.1 de ce code est remplacé par le suivant :

« **877.1** Si personne ne demande l'ouverture d'un régime de protection dans les trente jours du dépôt de la recommandation du curateur public, en vertu de l'article 14 de la Loi sur le curateur public, le protonotaire en donne avis au curateur public. Ce dernier demande alors l'ouverture d'un régime de protection au majeur. ».

c. C-25,
a. 878,
rempl.

139. L'article 878 de ce code est remplacé par le suivant :

« **878.** La personne visée par une demande d'ouverture de régime de protection doit être interrogée par le juge ou le protonotaire, à moins qu'il soit manifestement déraisonnable d'entendre son témoignage en raison de son état de santé. Elle peut toujours être interrogée par un juge ou un protonotaire du district où elle réside, même si la demande est introduite dans un autre district.

L'interrogatoire est pris par écrit et communiqué au conseil de famille. ».

c. C-25,
aa. 878.1 à
878.3, aj.

140. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 878, des articles suivants :

« **878.1** Lorsque, dans une instance, le protonotaire ou le juge constate qu'il est nécessaire pour assurer la sauvegarde des droits d'un majeur inapte à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens qu'il soit représenté, il peut même d'office, ajourner l'instruction de la demande jusqu'à ce qu'un procureur soit chargé de représenter le majeur.

Le juge ou le protonotaire peut aussi rendre toute ordonnance utile pour assurer cette représentation, notamment statuer sur le montant des honoraires payables au procureur du majeur et déterminer à qui en incombera le paiement.

« **878.2** Les pièces au soutien de la demande d'ouverture d'un régime de protection doivent être produites au greffe au moins dix jours avant la date fixée pour l'audition.

« **878.3** À tout moment avant le jugement, le juge ou le protonotaire peut ordonner, même d'office, la production de toute preuve additionnelle ou l'assignation de toute personne dont il estime le témoignage utile. ».

c. C-25,
a. 879, mod.

141. L'article 879 de ce code est modifié par le remplacement des mots « dont l'interdiction est demandée » par les mots « pour laquelle on demande l'ouverture d'un régime de protection. ».

c. C-25,
a. 880, mod.

142. L'article 880 de ce code est modifié :

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, après les mots « l'un d'eux », des mots « ou par un notaire » ; et

2° par la suppression du second alinéa.

c. C-25,
a. 881,
remp.

143. L'article 881 de ce code est remplacé par le suivant :

« **881.** Le juge ou le protonotaire, au lieu de prononcer l'ouverture du régime de protection demandé, peut fixer un régime différent si les circonstances le requièrent. ».

c. C-25,
a. 882, ab.

144. L'article 882 de ce code est abrogé.

c. C-25,
a. 883,
remp.

145. L'article 883 de ce code est remplacé par le suivant :

« **883.** Tout jugement relatif à l'ouverture, à la révision ou à la mainlevée d'un régime de protection ou ordonnant le remplacement d'un tuteur ou d'un curateur doit être signifié au majeur. Le protonotaire doit transmettre, sans délai et sans frais, une copie du jugement au curateur public. ».

c. C-25,
a. 884,
remp.

146. L'article 884 de ce code est remplacé par le suivant :

« **884.** La révision d'un régime de protection ne peut être obtenue qu'en observant les formalités prescrites pour l'ouverture du régime. ».

c. C-25,
aa. 884.1 à
884.6, aj.

147. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 884, de la section suivante :

« SECTION II

« DE L'HOMOLOGATION DU MANDAT DONNÉ PAR UNE PERSONNE DANS L'ÉVENTUALITÉ DE SON INAPTITUDE

« **884.1** La demande d'homologation d'un mandat donné par une personne dans l'éventualité de son inaptitude est portée devant un juge ou devant le protonotaire du district où le mandant a son domicile ou sa résidence.

La demande doit être signifiée au mandant, à une personne raisonnable de sa famille et au curateur public ; la signification au mandant doit être faite à personne.

Le juge ou le protonotaire peut ordonner que la demande soit signifiée aux personnes qui seraient habilitées à intervenir à l'ouverture d'un régime de protection pour le mandant.

« **884.2** La demande d'homologation du mandat doit être accompagnée d'une évaluation médicale et psycho-sociale constatant l'incapacité du mandant et d'une copie du mandat.

« **884.3** Le juge ou le protonotaire saisi de la demande d'homologation vérifie l'incapacité du mandant, l'existence du mandat et sa validité s'il est fait devant témoins.

« **884.4** Les articles 878 à 878.3 s'appliquent aux demandes d'homologation du mandat.

« **884.5** La révocation d'un mandat ne peut être obtenue qu'en observant les formalités prescrites pour l'homologation de ce mandat.

« **884.6** Tout jugement prononçant l'homologation d'un mandat doit être signifié au mandant; celui qui révoque le mandat doit être signifié au mandataire et, le cas échéant, au mandant. Le protonotaire doit transmettre sans délai et sans frais, une copie des jugements au curateur public. ».

PARTIE IV

MODIFICATIONS DE CONCORDANCE

c. A-2.1,
a. 2.2, aj. **148.** La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 2.1, du suivant:

Accès aux documents « **2.2** L'accès aux documents contenus dans un dossier que le curateur public détient sur une personne qu'il représente ou dont il administre les biens, de même que la protection des renseignements personnels contenus dans un tel dossier, sont régis par la Loi sur le curateur public.

Renseignements personnels À l'égard des renseignements personnels contenus dans un tel dossier, la présente loi ne s'applique que pour permettre à la Commission d'exercer la fonction visée au paragraphe 6° de l'article 123 et les pouvoirs visés au paragraphe 3° de l'article 127 et à l'article 128.1. ».

c. A-2.1,
a. 4, mod. **149.** L'article 4 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Organisme gouvernemental « Aux fins de la présente loi, le curateur public est assimilé à un organisme gouvernemental, dans la mesure où il détient des documents autres que ceux visés par l'article 2.2. ».

c. A-2.1,
a. 53, mod.

150. L'article 53 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « ou par le tuteur ».

c. A-2.1,
a. 123, mod.

151. L'article 123 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 5°, du suivant :

« 6° de veiller au respect de la confidentialité des renseignements personnels contenus dans le dossier que le curateur public détient sur une personne qu'il représente ou dont il administre les biens. ».

c. A-2.1,
a. 127, mod.

152. L'article 127 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, après le paragraphe 2° du premier alinéa, du suivant :

« 3° le respect de la confidentialité des renseignements personnels contenus dans le dossier que détient le curateur public sur une personne qu'il représente ou dont il administre les biens. » ;

2° par le remplacement des mots « au paragraphe 2° » par les mots « aux paragraphes 2° et 3° », partout où ils se trouvent dans le deuxième alinéa.

c. A-2.1,
a. 128.1,
mod.

153. L'article 128.1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Pouvoirs de
la Commission

« La Commission exerce les mêmes pouvoirs à l'égard du curateur public au terme d'une enquête portant sur la matière visée au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 127. ».

c. A-23,
a. 58, mod.

154. L'article 58 de la Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23) est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 1, des mots « devient inhabile à agir comme tel par suite d'interdiction ou destitution de sa charge, ou qui cesse volontairement d'exercer sa profession, est déposé par lui ou par son curateur » par les mots : « devient inhabile à agir par suite de l'ouverture d'un régime de tutelle ou de curatelle, par suite de destitution de sa charge, ou qui cesse volontairement d'exercer sa profession, est déposé par lui, par son tuteur ou curateur ».

c. A-25,
a. 11, remp.

155. L'article 11 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est remplacé par le suivant :

Indemnité

« **11.** L'indemnité d'une victime mineure ou majeure en tutelle ou en curatelle est versée à son tuteur ou curateur. ».

c. A-32,
aa. 93.14,
93.79,
93.147,
93.229 et
174.8, mod.

156. La Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est modifiée par le remplacement des mots «un interdit ou un faible d'esprit déclaré incapable par un tribunal, même étranger» par les mots «un majeur en tutelle ou en curatelle ou déclaré incapable par un tribunal étranger», partout où ils se trouvent dans les articles 93.14, 93.79, 93.147, 93.229 et 174.8.

c. B-1,
a. 87, remp.

157. L'article 87 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) est remplacé par le suivant :

Radiation
automatique

«**87.** L'ouverture par le tribunal d'un régime de tutelle ou de curatelle à un avocat entraîne sa radiation automatique du Tableau.

Jugement au
directeur
général

Le protonotaire doit informer le directeur général du jugement dès qu'il est passé en force de chose jugée.

Réinscription
au Tableau

Lorsque le régime de protection prend fin, la personne peut demander sa réinscription au Tableau, conformément à l'article 70. ».

c. B-1,
a. 122, mod.

158. L'article 122 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, du sous-paragraphe c par le suivant :

«c) elle est pourvue d'un tuteur, d'un curateur ou d'un conseiller;».

c. B-1.1,
a. 69, mod.

159. L'article 69 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots «ou conseil judiciaire de l'incapable» par les mots «, le tuteur ou le conseiller d'un majeur».

c. C-14,
a. 91, mod.

160. L'article 91 de la Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots «aliénés, idiots» par les mots «ou des majeurs en tutelle ou en curatelle».

c. C-38,
a. 42, mod.

161. L'article 42 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifié par le remplacement des mots «, pupille ou interdit» par les mots «ou le majeur en tutelle ou en curatelle».

c. C-38,
a. 123.10,
mod.

162. L'article 123.10 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

«2° d'un majeur en tutelle ou en curatelle;» ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3°, des mots «d'un faible d'esprit déclaré» par les mots «d'une personne déclarée».

c. C-38,
a. 123.73,
mod.

163. L'article 123.73 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° d'un majeur en tutelle ou en curatelle ; » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3°, des mots « d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'une personne déclarée ».

c. C-38,
a. 140, mod.

164. L'article 140 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, des mots « pupille ou interdit » par les mots « le majeur en tutelle ou en curatelle ».

c. C-67.2,
aa. 44 et
202, mod.

165. La Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifiée par le remplacement des mots « d'interdiction » par les mots « de mise en tutelle ou en curatelle », partout où ils se trouvent dans les articles 44 et 202.

c. C-74,
a. 19, mod.

166. L'article 19 de la Loi sur les courtiers d'assurances (L.R.Q., chapitre C-74) est modifié par le remplacement du paragraphe d par le suivant :

« d) est mis en tutelle ou en curatelle ou pourvu d'un conseiller ; ».

c. D-5,
a. 24, mod.

167. L'article 24 de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « ou un tuteur ou administrateur judiciaire, » par les mots « ou un tuteur, curateur ou autre administrateur, ».

c. D-15,
a. 37, mod.

168. L'article 37 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) est modifié par l'insertion, après le mot « curateur », du mot « , tuteur ».

c. E-2.2,
a. 47, mod.

169. L'article 47 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) est modifié par le remplacement des mots « ni interdite, ni en cure fermée suivant la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41), ni sous la protection du curateur public » par les mots « ni en curatelle ».

c. E-2.2,
a. 52, mod.

170. L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « ni interdit, ni en cure fermée suivant la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41), ni sous la protection du curateur public » par les mots « ni en curatelle ».

c. E-2.2,
a. 518, mod.

171. L'article 518 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « n'être ni interdite, ni en cure fermée suivant la Loi sur la

protection du malade mental (chapitre P-41), ni sous la protection du curateur public » par les mots « ne pas être en curatelle ».

c. E-2.2,
a. 523, mod. **172.** L'article 523 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Droit de
vote « Une personne physique ne doit pas être en curatelle au moment de voter. ».

c. E-2.2,
a. 528, mod. **173.** L'article 528 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « ni interdite, ni en cure fermée suivant la Loi sur la protection du malade mental (chapitre P-41) ni sous la protection du curateur public » par les mots « ni en curatelle ».

c. E-2.2,
a. 533, mod. **174.** L'article 533 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Enregistre-
ment des
mentions « Une personne physique ne doit pas être en curatelle au moment d'enregistrer les mentions qui la concernent. ».

c. F-1,
a. 39, mod. **175.** L'article 39 de la Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1) est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) s'il y a ouverture à son égard d'un régime de tutelle ou de curatelle; ».

c. I-3,
a. 1049.12,
mod. **176.** L'article 1049.12 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement, dans la septième ligne, du mot « interdit » par les mots « en tutelle ou en curatelle ».

c. M-42,
a. 6.2, mod. **177.** L'article 6.2 de la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (L.R.Q., chapitre M-42) est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° un majeur en tutelle ou en curatelle; ».

c. N-2,
a. 15, mod. **178.** L'article 15 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *k*, des mots « interdites ou assistées d'un conseil judiciaire » par les mots « sous un régime de protection ».

c. N-2,
a. 120, mod. **179.** L'article 120 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deux premières lignes du paragraphe 1, des mots « contre qui un jugement en interdiction est rendu, ou à qui il est nommé un conseiller judiciaire » par les mots « mis sous un régime de protection »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2, des mots « interdiction ou nomination de conseil judiciaire » par les mots « ouverture d'un régime de protection ».

c. P-10,
a. 29, mod. **180.** L'article 29 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10) est modifié par le remplacement des mots « devient aliéné ou est interdit » par les mots « est mis en tutelle ou en curatelle » et du mot « curateur » par les mots « tuteur ou le curateur ».

c. P-41,
a. 8, mod. **181.** L'article 8 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Mention
d'aptitude « Il doit dans tous les cas faire état de l'aptitude de cette personne à prendre soin d'elle-même ou à administrer ses biens. ».

c. P-41,
a. 9, mod. **182.** L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « incapable d'administrer ses biens » par les mots « inapte à prendre soin d'elle-même ou à administrer ses biens ».

c. P-41,
a. 10, remp. **183.** L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant :

Rapport au
curateur « **10.** Le directeur des services professionnels de tout centre hospitalier où s'est tenu un examen clinique psychiatrique doit, chaque fois que le rapport visé à l'article 7 conclut que la personne qui en est l'objet est inapte à prendre soin d'elle-même ou à administrer ses biens, en faire rapport au curateur public et transmettre une copie de ce rapport à la personne examinée. La même obligation lui incombe lorsque le rapport visé à l'article 9 en vient à la même conclusion. Un médecin exerçant dans ce centre hospitalier peut également remplir ces obligations.

Respect des
règles Le directeur ou le médecin doit respecter les règles établies aux articles 332.2 et 332.3 du Code civil du Bas Canada. ».

c. Q-1,
a. 37, mod. **184.** L'article 37 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1) est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « d'incapacité » par les mots « de mise sous un régime de protection » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « ou conseil judiciaire de l'incapable » par les mots « , au tuteur ou au conseiller du majeur ».

c. S-5,
a. 8, mod.

185. L'article 8 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifié par l'addition à la fin du paragraphe *a* de ce qui suit : « , y compris le mandataire d'un majeur inapte ; ».

c. S-5,
a. 77, mod.

186. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Inhabilité
à voter

« Lorsqu'un usager majeur est inapte à manifester sa volonté, son droit de vote est exercé par son tuteur, curateur ou par le mandataire qu'il a désigné antérieurement à son inaptitude. ».

c. S-5,
a. 86, mod.

187. L'article 86 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) elle est en tutelle ou en curatelle ; » ;

2° par la suppression, dans le paragraphe *b*, des mots « ou incapable d'administrer ses biens ».

c. S-5,
a. 105, mod.

188. L'article 105 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant :

« *i*) en matière de régimes de protection des personnes inaptes et de mandat donné par une personne dans l'éventualité de son inaptitude, remplir les obligations prévues au Code civil et dans la Loi sur le curateur public (1989, chapitre 54). Il peut toutefois désigner le directeur des services professionnels pour remplir ces obligations. » ;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *h*, du point par un point virgule.

c. V-5.01,
a. 4, mod.

189. L'article 4 de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Organisme
du gouverne-
ment

« Est assimilé à un organisme du gouvernement, pour l'application de la présente loi, le curateur public. ».

1987, c. 95,
aa. 1 et 170,
mod.

190. La Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (1987, chapitre 95) est modifiée par le remplacement des mots « conseil judiciaire » par les mots « conseiller d'un majeur », partout où ils se trouvent dans les articles 1 et 170.

1988, c. 64,
a. 33, mod.

191. L'article 33 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (1988, chapitre 64) est modifié par le remplacement, dans la première

ligne du paragraphe 2°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

1988, c. 64,
a. 137, mod.

192. L'article 137 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 5°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

1988, c. 64,
a. 159, mod.

193. L'article 159 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 5°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

1988, c. 64,
a. 172, mod.

194. L'article 172 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 5°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

1988, c. 64,
a. 345, mod.

195. L'article 345 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 6°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

1988, c. 64,
a. 358, mod.

196. L'article 358 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 5°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

1988, c. 64,
a. 361, mod.

197. L'article 361 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 5°, des mots « d'un interdit ou d'un faible d'esprit déclaré » par les mots « d'un majeur en tutelle ou en curatelle ou d'une personne déclarée ».

PARTIE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

c. C-80,
remp.

198. La présente loi remplace la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., chapitre C-80).

Renvoi

199. Dans une autre loi, un règlement, arrêté, décret, contrat, entente ou autre document, tout renvoi à la Loi sur la curatelle publique ou à une de ses dispositions est censé être un renvoi à la Loi sur le curateur public ou à la disposition équivalente de cette loi.

Dispositions
réputées
être en
vigueur

200. Les articles 1338 à 1411 du Code civil du Québec relatifs à l'administration du bien d'autrui, sont réputés en vigueur pour l'application de la Loi sur le curateur public et des dispositions relatives aux régimes de protection des majeurs introduits au Code civil du Bas Canada par la présente loi.

Personnes
majeures
interdites

201. Les personnes majeures interdites le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) sont, à compter de cette date, sous le régime de protection applicable au majeur en tutelle. Cette tutelle s'exerce sur la personne et les biens si elles ont été interdites pour imbecillité, démence ou fureur; elle ne s'exerce que sur les biens dans les autres cas.

Personnes
pouvues
d'un conseil
judiciaire

Les personnes qui, le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), sont pourvues d'un conseil judiciaire, sont, à compter de cette date, sous le régime de protection du majeur pourvu d'un conseiller.

Certificat
d'incapacité

202. Les personnes visées par un certificat d'incapacité émis en vertu de l'article 10 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41) ou en vertu de l'article 6 de la Loi sur la curatelle publique et qui, le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), ne sont pas autrement sous un régime de protection sont, à compter de cette date, sous le régime de protection applicable au majeur en tutelle à la personne et aux biens.

Régime de
protection

203. Les régimes de protection établis en vertu des articles 201 et 202 peuvent être révisés conformément aux articles 332.10 et 332.11 du Code civil du Bas Canada.

Délai de
trois ans

Le délai prévu pour l'examen périodique est de trois ans pour le premier examen, et ce délai court à compter de la date d'entrée en vigueur des articles 201 et 202.

Propriété
de l'Etat

204. Lorsque les biens visés aux paragraphes 2° à 6° de l'article 24 de la présente loi, sont confiés à l'administration provisoire du curateur public depuis au moins sept ans à la date d'entrée en vigueur des articles 24 et 40, ces biens deviennent la propriété de l'État trois ans après cette date, à moins que l'héritier, le propriétaire, le titulaire du titre d'emprunt ou le bénéficiaire du produit de la police d'assurance selon le cas ne se soit présenté avant ce terme.

Propriété
de l'Etat

Lorsque ces biens ont été confiés à l'administration provisoire du curateur public moins de sept ans avant la date d'entrée en vigueur des articles 24 et 40, ils deviennent la propriété de l'État dix ans après le début de cette administration.

Fonds de
réserve

205. Les revenus des biens visés aux paragraphes 2° à 6° de l'article 24 et au premier alinéa de l'article 42 de la présente loi, de même que ceux des biens confiés à l'administration du curateur public en vertu de l'article 15 de la Loi sur la curatelle publique et d'une succession vacante suivant l'article 686 du Code civil du Bas Canada, produits antérieurement au (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), sont versés au fonds de réserve du curateur public.

Remise des
revenus
produits

Ce dernier est toutefois tenu de remettre les revenus produits depuis le début de l'administration provisoire d'un bien visé au propriétaire, à l'héritier ou au bénéficiaire, selon le cas, qui se présente dans les délais fixés dans la présente loi et qui établit son droit sur ce bien.

Revenus
versés au
fonds de
réserve

206. Les revenus versés au fonds de réserve du curateur public en vertu de l'article 205 ne sont soumis à l'application de l'article 60 qu'après trois ans de la date d'entrée en vigueur de l'article 205.

Entrée en
vigueur

207. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.